

UNE DYNASTIE
AMÉRICAINE

les
Rockefeller

Peter Collier
David Horowitz

SEUIL

l'appareil. » Après ce passage dans l'administration, il décida cependant une bonne fois qu'il n'était point fait pour la politique — du moins pour la politique qui supposait un recours aux urnes. Ce n'est pas qu'il eût moins d'ambition que Nelson, mais il n'aimait pas la bagarre. Lui aussi avait du goût pour le pouvoir, mais, à la différence de Nelson, il se refusait à le tenir d'un électorat capricieux. « L'ennui, avec la politique, c'est qu'on passe tout son temps à essayer de se faire élire », remarqua-t-il par la suite.

Pour David et ses frères, la Deuxième Guerre mondiale fut un saut dans l'avenir, comme l'avait dit Virginia Woolf d'un conflit antérieur. Dès la déclaration de guerre éclata un scandale qui révéla tout le chemin parcouru depuis l'époque où Standard Oil et Rockefeller étaient synonymes, et qui démontra toute la sagesse dont Junior avait fait preuve en dissociant, aux yeux du public, sa famille de la Société. En effet, tandis que l'Amérique commençait à mobiliser, la Standard Oil se trouva une fois de plus mêlée à des révélations infamantes. Dans les années vingt, la Jersey était entrée dans un cartel avec le trust pétrochimique allemand I. G. Farben. Les relations d'affaires s'étaient poursuivies même après l'accession au pouvoir de Hitler. En 1941, à la veille de Pearl Harbor, au cours d'une série d'auditions de la Commission sénatoriale chargée d'enquêter sur la Défense nationale, le vice-ministre de la Justice Thurman Arnold lut une lettre rédigée par Frank A. Howard, vice-président de la Standard, révélant que la Société avait reconduit le contrat de cartel avec les nazis en Hollande. « Nous avons tout fait pour parvenir à un *modus vivendi*, sans préjuger de l'attitude des États-Unis dans le conflit », disait la lettre. Il y avait là un désintérêt si évident pour toute notion de patrie que Harry S. Truman, président de la Commission, avait quitté la salle en grommelant : « Ça sent la trahison, j'en ai bien peur. » Quant à Ivy Lee, il avait déjà laissé des plumes dans une affaire semblable. En 1934, la Jersey l'avait envoyé en Allemagne pour étudier avec I. G. Farben les moyens d'améliorer l'image de marque de ce trust, ainsi que celle du Troisième Reich avec lequel la Jersey entretenait des liens solides sur le plan économique et politique. De retour aux USA, Lee avait dû subir un sévère interrogatoire devant la Commission spéciale des activités anti-américaines. Sa déposition devant la Commission fut rendue publique au début juillet, une semaine et demie après la « nuit des longs couteaux ». La presse rapprocha les deux événements et tira en première page : « Lee démasqué comme attaché de presse de Hitler. »

Ivy Lee était déjà gravement atteint d'une tumeur au cerveau ; cette tempête d'hostilité lui brisa le moral et l'acheva. Il mourut la même année, déshonoré. A Berlin, l'ambassadeur de Washington nota dans ses carnets : « Encore un exemple parmi des milliers d'autres où l'amour de l'argent ruine la vie d'un homme. Je n'ai pas un mot élogieux à transmettre sur son compte au département d'État. » Et à Ormond Beach (Floride) où des journalistes

s'étaient rassemblés ce soir-là devant la porte du premier John Davison pour connaître ses réactions à la mort de l'homme qui l'avait tant aidé à redorer son blason moral, on fit savoir que Mr. Rockefeller ne pouvait être dérangé sous aucun prétexte après 6 heures.

N'ayant rien oublié du scandale Lee, Junior s'inquiétait fort de voir la Commission Truman pénétrer les arcanes du cartel Standard-Farben. (On savait déjà que Farben faisait travailler la main-d'œuvre esclave des camps de concentration nazis¹.) Il demanda aux directeurs de la Standard un mémorandum secret exposant leurs tractations avec les puissances de l'Axe, afin de le produire pour sa propre défense si les choses en arrivaient là. Ses craintes n'étaient pas fondées ; Rockefeller était devenu un citoyen au-dessus de tout soupçon. L'affaire de Ludlow était vraiment du passé.

1. I. G. Farben avait installé une usine à Birkenau-Auschwitz afin de profiter de la main-d'œuvre juive. D'après le commandant du camp d'Auschwitz, Rudolf Hoess, « la durée d'utilisation d'un détenu » par l'usine « était de trois mois ». Après quoi, à bout de forces, il était gazé. (N.d.T.)